

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

La Nouvelle Gauche...  
un vieux refrain

p. 4-5

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

N° 53 - 2<sup>e</sup> Quinz. - DECEMBRE 1956

BI-MENSUEL : 30 fr.

Dans le premier secteur de la Seine

# VOTEZ TROTSKYSTE

## VOTEZ PIERRE FRANK

### Vivent les Conseils Ouvriers Hongrois Vive la République des Conseils

A Csepel, une Commission gouvernementale et un groupe d'officiers soviétiques, comprenant deux colonels, ont assumé les pouvoirs du Conseil ouvrier, pourtant régulièrement élu, en disant : « Le Conseil ouvrier ne représente plus les ouvriers de Csepel. »

(La presse du 15 décembre.)

L'ONU, les hommes politiques et les journaux de la bourgeoisie continuent à parler de la Hongrie, soulignant la misère de la population, la répression, mais faisant le silence sur le fond politique du problème : des ouvriers qui tiennent tête à la plus forte armée du monde, c'est un mauvais exemple.

Les stalinien continuent de défendre l'intervention des troupes soviétiques, avec un cynisme révoltant. « L'Humanité » écrit n'importe quoi — vrai ou faux — sans aucun lien logique, se contredit non seulement d'un jour à l'autre, mais d'un paragraphe à l'autre.

Le Gouvernement yougoslave qui, lors du discours de Tito à Pula, avait désapprouvé la première intervention soviétique (celle du 23 octobre) et admis comme un moindre mal la deuxième (celle du 4 novembre), commence — par la bouche de Kardelj — à désavouer timidement aussi cette deuxième intervention.

L'argument stalinien de la contre-révolution à la veille de prendre le pouvoir est complètement dé-

truit par les faits. Depuis le 4 novembre, ce ne sont pas des exploits de la contre-révolution dont il est question, mais de la lutte des ouvriers, notamment ceux des plus grandes entreprises.

A ce propos, mentionnons que les stalinien qui agitaient si fort le danger du cardinal-fasciste Mindzenty font désormais le silence sur son séjour dans l'ambassade américaine, tandis qu'ils n'ont pas craint de faire de fausses promesses au gouvernement yougoslave pour pouvoir kidnapper Nagy. Nous soulignons cette différence d'attitude du Kremlin envers un gouvernement capitaliste puissant et un gouvernement ouvrier plutôt faible.

Mais toute l'affaire hongroise s'éclaire d'une façon aveuglante dans l'attitude dudit « gouvernement Kadar » envers les Conseils ouvriers. Evidemment il fallait un Stil pour expliquer que ces Conseils étaient une poignée de contre-révolutionnaires qui auraient réussi ce tour de force de faire

Pierre FRANK.  
(Suite page 12).

NOTRE candidature dans le premier secteur de la Seine revêt, dans les circonstances actuelles, un sens très précis, une importance qui dépasse cette élection partielle.

Les 500.000 électeurs de la rive gauche de Paris retourneront aux urnes un an, exactement, après le scrutin du 2 janvier 1956. Ils sont à même de mesurer le chemin parcouru. Les dirigeants socialistes et communistes français ne peuvent décemment invoquer aucune responsabilité extérieure pour justifier le bilan désastreux de cette année. Guy Mollet tient les rênes, du pouvoir soutenu par toute la réaction dont il a choisi d'être l'interprète et l'instrument le plus servile. Il serait trop facile à Thorez de se décharger de ses responsabilités en incriminant le secrétaire général de la SFIO.

Le PCF, en tant que parti ouvrier le plus puissant, avait un autre choix, d'autres moyens de contraindre Guy Mollet à l'unité d'action que de lui emboîter le pas, que de capituler devant lui et devant la réaction en votant les pouvoirs spéciaux. Le Front Unique ne pouvait naître dans la passivité, dans la complaisance. Il ne pouvait surgir que dans l'action des masses contre la guerre d'Algérie. Ce n'est que l'action la plus vaste qui était susceptible d'enrayer le glissement réactionnaire de Guy Mollet et de contraindre les dirigeants socialistes au Front Unique. En se refusant d'engager cette action, en freinant l'action spontanée des jeunes appuyée par la population contre les départs des rappelés, le PCF s'est associé à l'œuvre de Guy Mollet. Ne vient-il pas de sauver une fois de plus le gouvernement en s'abstenant dans un vote de confiance le 10 décembre dernier?

Plus que jamais le Gouvernement Mollet est l'otage de la réaction qui, de l'aveu du Figaro, a besoin du concours socialiste tant que durera la guerre d'Algérie. La réaction se réserve le privilège de rejeter par la suite sur la gestion socialiste toutes les suites catastrophiques de la guerre d'Algérie et de l'expédition égyptienne.

Il n'est pas exact de dire, comme le fait l'Humanité, que nous assistons actuellement « à un retour de graves menaces fascistes ». Ce danger n'est sans doute pas entièrement absent mais il se précise essentiellement en fonction des déceptions causées par les partis ouvriers et de l'obéissance aveugle de l'équipe Thorez à la clique bureaucratique du Kremlin qui contribue à isoler le PCF des masses.

Le nœud de la situation française c'est la main-mise des directions Thorez et Mollet sur le mouvement ouvrier. Un aspect des plus caractéristiques de la déchéance de ces directions c'est leur isolement international. La SFIO a claqué les portes de l'Internationale socialiste et Thorez

Robert LEBLOND.

(Suite page 12).